



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 3 juin, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 27 mai 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDÈS Maire de Blaye.

### Etaient présents :

M. BALDÈS, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDÈRE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADO, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ÉLIAS, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

### Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. LIMINIANA à Mme QUERAL, Mme BESNAULT à M. BODIN

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. MONMARCHON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

### **8 – FONDS POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES DANS LA FONCTION PUBLIQUE : VERSEMENT.**

#### **Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, un Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (F.I.P.H.F.P.) a été constitué, en référence à la loi du 11 février 2005 et au décret du 03 mai 2006.

Ce fonds a été créé en vue d'encourager la mise en place d'une politique d'insertion des personnes handicapées et de financer les actions, engagées par les employeurs publics, visant à améliorer les conditions de vie et à faciliter l'insertion professionnelle des personnes handicapées.

Suite au procès-verbal du comité médical statuant sur un reclassement d'un employé communal, un dossier a été déposé auprès du FIPHFP pour obtenir une aide afin que celui-ci puisse réaliser un bilan de compétences.

Le 10 janvier 2014, cet organisme a donné un avis favorable et a attribué une aide à la commune, à hauteur de 1 375,00 €.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à encaisser la recette correspondante à l'article 7478 chapitre 74 du budget principal de la Commune.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 27 mai 2014 et a émis un avis favorable .

### **Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 11/06/14

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20140603-14450-AU-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur FRANCIS RIMARK

